

L'ECHO DE BELGRADE

REDACTION, ADMINISTRATION, PUBLICITE
Belgrade, 17 rue Kralja Milana. Tél. 24-5-61

JOURNAL YOUGOSLAVE HEBDOMADAIRE

Prix. Yougoslavie: un an 60 din.; six mois 35 din.
Etranger: un an 50 fr. fr.; six mois 30 fr. fr.
Compte-chèques-postaux 56419 Belgrade

Le Concordat entre le Saint-Siège et la Yougoslavie

En juin 1914, quelques semaines avant la guerre mondiale, un Concordat négocié par M. Milenko Vesnić, alors ministre à Rome, était conclu entre la Serbie et le Saint-Siège. Le royaume ne comptait alors que quatre millions d'habitants et, sur ce nombre, quelques milliers de catholiques à peine, pour la plupart de race germanique ou albanaise. Mais l'événement se rattachait à des causalités profondes, comme il le faisait entrevoir des perspectives lointaines.

Par ce Concordat, le gouvernement du Roi Pierre entendait manifester, sur le terrain religieux, son indépendance vis-à-vis de la monarchie des Habsbourg, qui n'avait aucun droit à revendiquer la protection du catholicisme, ni même des intérêts temporels de l'Eglise, dans le Balkan slave. Quant au Saint-Siège, qui avait conclu cet acte diplomatique malgré la tension, croissante depuis 1908, des rapports austro-serbes, il témoignait sa volonté d'émanciper l'Eglise d'une tutelle autrichienne qui cherchait moins à protéger l'idée religieuse qu'à exploiter au profit de son expansion politique. Et pourquoi ne pas reconnaître dans cette double inspiration une sorte de prescience de vastes destins auxquels la Serbie était appelée?

Cinq ans plus tard, la guerre et les traités de paix avaient transformé le petit Royaume serbe en un Etat interconfessionnel qui compte aujourd'hui plus de quatorze millions d'habitants, dont près de six millions de catholiques. Le pacte de 1914, dès les lendemains de la victoire, ne s'adaptait plus aux nécessités de l'union.

Le gouvernement de Belgrade se trouvait devant des statuts variés, vestiges de siècles de domination étrangère, qui contredisaient l'unification de tous les citoyens yougoslaves en un même corps d'Etat. De ces témoignages du passé, le plus original était le Concordat que le prince Nicolas de Monténégro avait signé en 1885; le futur roi tira une certaine fierté d'être le premier souverain balkanique qui eût conclu un tel acte avec Léon XIII, tandis que le Pape vit alors dans ce geste un premier pas vers le rapprochement de l'Occident latin et de l'Orient «orthodoxe».

Dans les autres provinces du nouveau Royaume yougoslave, les Concordats portaient la marque de la politique opportuniste des Habsbourg vis-à-vis de l'Eglise. Le Concordat autrichien de 1855, qui fleurait toujours le josphisme, demeurait en vigueur en Croatie et en Slavonie, comme le souvenir d'une longue lutte entre Vienne et Rome; mais il avait subi, tant sur la question de l'enseignement que sur celle du mariage, des modifications importantes. La convention sur la Bosnie et l'Herzégovine de 1882 eut surtout pour but de fixer, quatre ans après l'occupation austro-hongroise des deux provinces, le statut de la hiérarchie ecclésiastique. En Slovénie et en Dalmatie les conventions, qui étaient de la première période du dualisme austro-hongrois, étaient encore inspirées d'une tendance anticléricale que la pratique n'avait pas manqué d'atténuer. Mais toute cette mosaïque, souvenir d'un régime étranger qui divisait par régner, n'était pas moins contraire aux nécessités de l'union nationale yougoslave qu'aux intérêts bien compris du catholicisme.

On étonnera sans doute plus d'un laudator temporis acti en affirmant que la monarchie des Habsbourg établit entre les provinces yougoslaves de son Empire des cloisons si étanches que les Croates et les Slovènes catholiques signaient mutuellement. Un catholicisme yougoslave ne pouvait naître que de la guerre et de sa conclusion logique, l'union en un seul Etat du peuple à

trois noms. La collaboration de la hiérarchie sous la forme d'une conférence générale des évêques, que préside le métropolitain de Croatie, la fondation de nouveaux évêchés, des manifestations collectives, comme le récent Congrès eucharistique national de Ljubljana, portent témoignage du renouveau catholique. L'Eglise yougoslave, qui essaime jusque dans les missions d'outre-mer, est appelée ainsi à jouer un rôle de plus en plus actif dans l'Eglise universelle.

Il a fallu attendre quinze années pour qu'un nouveau Concordat fût signé avec la Curie romaine. Mais la constitution de l'Eglise pravoslave serbe, promulguée par un acte unilatéral, ne date elle-même que du 16 novembre 1931. Les négociations avec le Vatican soulevaient des questions plus difficiles, puisqu'il s'agissait de traiter, non pas avec une Eglise nationale, mais avec l'Eglise supranationale, dont le chef est à la fois chef religieux et chef d'Etat, pontifex et rex. Cependant, aussi longtemps que les catholiques demeuraient dépourvus d'un statut légal déjà concédé aux pravoslaves, aux musulmans et aux confessions dissidentes, l'Etat yougoslave paraissait garder vis-à-vis de l'Eglise romaine une attitude de réserve où d'aucuns, mal intentionnés, voyaient un préjugé défavorable.

Depuis de longs mois la négociation avec le Saint-Siège était entrée dans la phase résolutive. M. Jevtić, dès la formation de son gouvernement, annonça que le Concordat était «à la veille d'être signé». Le nouveau président du Conseil, M. Stojadinović, a estimé qu'il devait hâter l'épilogue, et les deux parties contractantes ont été d'accord pour procéder sans tarder à la signature.

La conclusion du Concordat est un grand événement, qui n'intéresse pas seulement les Yougoslaves, à quelque confession qu'ils appartiennent; il touche aussi à la politique générale. Par le fait même que le Saint-Siège fait coïncider partout les limites des diocèses catholiques avec les frontières du nouvel Etat, il enlève aux adversaires du statu quo européen un argument qui était alternativement dirigé contre la Yougoslavie et contre l'Eglise romaine. Ne disait-on pas dans les cercles de Vienne et de Budapest que la Rome papale était d'accord avec la Rome mussolinienne pour saper à la base les Etats de la Petite Entente? Si absurde que fût cette assertion, elle entretenait chez beaucoup une prévention contre l'activité, même religieuse, de l'Eglise catholique et servait d'aliment à la propagande révisionniste contre les nouveaux Etats.

Le Concordat a d'abord pour but de donner un statut juridique au catholicisme yougoslave. Mais il fortifiera aussi l'union intérieure, en écartant certains conflits qui ont paru opposer, dans un passé proche, la fidélité religieuse et un juste nationalisme. Il attestera aux yeux du monde entier que l'Eglise de Rome a foi dans l'avenir du nouvel Etat yougoslave, parce que l'expérience des siècles lui a appris à ne croire, même en politique, qu'aux institutions qui portent des promesses de durée.

JEAN BOURGOIN

Les relations avec l'Autriche

A la suite de l'interdiction que le gouvernement autrichien a décrétée en empêchant le voyage de ses ressortissants en Yougoslavie, M. Vrbanić, ministre du Commerce et de l'Industrie, a déclaré que, comme une conférence des représentants des deux pays siège à Vienne, il n'est pas encore en mesure de donner à l'opinion publique les renseignements nécessaires, mais qu'il espère pouvoir le faire dans un court délai.

Un grand débat financier et politique

Un exposé de M. Leticia

Les augmentations

L'Echo de Belgrade du 17 juillet a rendu compte des travaux de la Commission des Finances sur le projet des douzièmes provisoires. Le même jour la majorité, par 21 voix contre 9, adoptait les nouveaux amendements du gouvernement et, par 17 voix contre 10, l'amendement sur les pleins-pouvoirs. Le large débat qui s'était institué sur cette question capitale, d'où dépendait effectivement la réforme des lois politiques, laissait prévoir l'ampleur que devait prendre la discussion en séance plénière de la Skupština.

Vingt députés de la majorité gouvernementale, vingt députés du Club de M. Jevtić et sept députés non inscrits ont demandé à intervenir. Mais l'intérêt se concentrait sur l'exposé du Ministre des Finances, et sur les deux rapports, l'un de M. Sokolović, rapporteur de la majorité, l'autre de M. Djurić, rapporteur de la minorité, qui ont étudié l'ensemble du problème financier et budgétaire. Le discours de M. Leticia a été une vue d'ensemble de la situation budgétaire et une justification des douzièmes.

«Le projet de budget pour 1935/36, déposé à la Chambre le 19 novembre 1934, n'a pu être l'objet de discussion et de décision à la Représentation nationale. La raison en a été la dissolution de la Chambre, le 6 février 1935.

Quand la Chambre est dissoute et le nouveau budget non encore voté, la Constitution prévoit que le budget de l'année passée peut être prolongé par décrets pendant quatre mois suivants. Ce fut l'objet du Décret du 11 mars de l'année courante.

A l'expiration des quatre douzièmes à la fin de ce mois, se pose de nouveau la question du financement public pour les mois suivants jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire. Deux voies étaient ouvertes: présenter un budget absolument nouveau ou se servir encore des douzièmes. Le Gouvernement royal a choisi cette seconde voie. Pour l'élaboration d'un nouveau budget, le Gouvernement ne disposait pas du temps nécessaire pour un travail législatif aussi ample et la Représentation Nationale n'aurait pas été en mesure de le faire d'ici la fin du mois.

C'est pourquoi, en vertu de l'article 103 de la Constitution, j'ai présenté à la Chambre le projet de loi sur les douzièmes provisoires pour huit mois: du mois d'août à la fin de mars de l'année suivante. Avec les quatre douzièmes provisoires actuels et les huit suivants, pour lesquels je dépose ce projet, on englobera tout l'exercice budgétaire.

L'objet des douzièmes

Le projet de loi sur les douzièmes provisoires comprend dans la partie des comptes quatre groupes. Le premier concerne le financement des besoins de l'Etat du 1-er août 1935 au 31 mars 1936, sur la base du budget de l'Etat pour l'exercice budgétaire écoulé. Du montant de 6.780.833.863,32 dinars, représentant les crédits pour la tranche de huit mois du budget de l'année passée, il revient à l'Administration 4.609.569.560 dinars, et aux entreprises économiques, 2.171.264.303,34 dinars.

Le second groupe comprend les augmentations qui se présentent par rapport au budget de l'année passée. Elles décomptent des crédits complémentaires et extraordinaires approuvés pour toute la période comprise du 1-er avril 1935 au 31 mars 1936 d'un montant de 291.485.396 dinars, soit 66.163.827 dinars pour les quatre premiers douzièmes et 225.321.569 dinars pour les huit autres douzièmes.

Le troisième groupe comprend toutes les diminutions par rapport à l'exercice budgétaire 1934/35, pour toute la période comprise entre le 1-er avril 1935 et la fin de mars 1936, 148.012.213 dinars. Il revient aux parties du budget de 1934/35 qui sont entièrement supprimées une somme de 5.363.827 dinars, tandis que le reste revient aux parties qui ont été seulement diminuées par rapport à la période comprise entre le 1-er août 1935 et le 31 mars 1936.

Enfin, le quatrième groupe comprend les décisions du conseil des ministres, en vertu de l'article 131 de la Loi sur la comptabilité publique, portant sur un montant de 49.509.619,60 dinars.

Le projet de loi ne demande pas de nouvelles charges ni l'augmentation de celles qui existent pour couvrir cet excédent. Au contraire, l'article 6 prévoit que ces dépenses doivent être couvertes par des économies dans les dépenses et les excédents des recettes budgétaires, l'administration prendra très prochainement les mesures nécessaires pour assurer l'équilibre budgétaire et le maintenir durant toute la durée des douzièmes provisoires demandés.

La continuité de la politique

«La politique financière du présent gouvernement est la continuation de celle du gouvernement précédent. Elle est menée depuis le début de l'année courante, et ses grandes lignes furent tracées par le Président du conseil actuel, qui était alors Ministre des Finances.

Le Ministre rappelle les mesures prises depuis le mois de janvier 1935: d'abord le Décret qui a liquidé le revolving crédit de la Banque Nationale, d'un montant de 314 millions de francs français. Cette opération nous a délivrés d'une obligation de 30 millions de dinars par an et a rendu possible l'abaissement du taux d'escompte.

Deuxième mesure: la coordination de l'activité des grands établissements financiers: la Banque Hypothécaire de l'Etat, la Caisse d'Epargne postale et la Banque agricole privilégiée.

Troisième mesure: grâce à la collaboration étroite de ces établissements, le placement de la première tranche de l'emprunt à court terme, d'un montant d'un milliard de dinars pour l'exécution de travaux publics.

Puis des allègements fiscaux: ainsi, comme le recouvrement de l'impôt sur le revenu reposait en grande partie sur une base fiscale fictive des corrections ont été faites et des mesures prises pour protéger le contribuable des saisies forcées. L'impôt sur les terres arables et sur les vignobles a été abaissé cet hiver de 20%, ce qui diminue les charges fiscales annuelles du paysan de 100 millions de dinars. Dans les régions où les nouveaux cadastres ont été établis, les différences fiscales, résultant de ces nouveaux cadastres, ont été supprimées, ce qui signifie pour l'Etat un renouveau de 50 millions de dinars au profit du propriétaire.

D'autre part, dans le budget des Banovines, une série d'allègements ont été effectués en ce qui concerne les charges publiques. Les centimes additionnels ont été abaissés. Toute une série de taxes supprimées ou abaissées et l'impôt de consommation sur les moyens de transports a été supprimée. Une compensation partielle a été trouvée dans la création de nouvelles taxes ou la généralisation des taxes existantes qui ne demandent pas au consommateur des dépenses sensibles.

(Suite du discours de M. Leticia dans le feuilleton en 2-ème p.)

En terminant, le Ministre prie la Chambre d'approuver et d'accepter le projet de loi des douzièmes provisoires, car une série de besoins urgents et même vitaux du peuple et de l'Etat attendent d'être satisfaits. «Etant donné le bref délai qui nous sépare du 1-er août, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, je prie la Chambre, fondant sur le § 43 du Règlement de la Chambre, d'écourter les débats et de ne consacrer que trois séances à la discussion générale. Une pareille procédure est imposée par le caractère même d'urgence du projet.

M. Milan Stojadinović justifie les pleins pouvoirs

L'exposé de M. Leticia a été suivi de nombreuses interventions: elles ont porté beaucoup plus sur les questions politiques que sur la discussion des douzièmes. Les partisans de gouvernement ont soutenu la méthode des décrets-lois, tandis que les orateurs de l'opposition ont défendu les droits du Parlement. Plusieurs députés de la minorité, appartenant à l'ancien parti agrarien, critiquèrent la politique gouvernementale vis-à-vis de la classe rurale. Il appartenait au chef du gouvernement de répondre lui-même, en justifiant à la fois sa politique financière et sa politique générale.

Lorsque la liste des orateurs inscrits pour la discussion générale fut



épuisée, le président de la Chambre donna la parole à M. le dr. Stojadinović, président du Conseil, dont l'apparition à la tribune fut chaleureusement applaudie et qui prononça un important discours, pour répondre aux interpellateurs et aux critiques dirigées contre le projet de loi sur les douzièmes provisoires.

Après avoir fait des réserves expresses au sujet des discours qui mettent en cause les hauts facteurs de l'Etat qui ne devraient pas être mêlés à un débat quelconque, puis après avoir protesté contre certaines attaques, qui remontent à 1924 et qui furent dès cette époque démenties, tandis que leurs auteurs furent jugés et condamnés par les tribunaux comme diffamateurs, l'orateur distingue deux sortes de critiques. Les unes ont trait au côté financier, et les autres au côté politique du projet de loi.

Du point de vue financier, le principal argument invoqué par la minorité, aussi bien dans son rapport que dans les discours, fut que le projet est un projet luxueux. L'orateur le conteste:

Dépenses et allègements

«Le budget de l'Etat pour l'exercice 1934/35 était de 10.171.000.000 de dinars. Ce budget a été prolongé par les douzièmes provisoires pour une période de quatre mois, et maintenant pour une période de huit mois. Mais si nous avons ajouté certains crédits supplémentaires et exceptionnels, nous en avons aussi supprimé certains autres, de sorte que notre budget pour l'exercice 1935/36, crédits supplémentaires et exceptionnels compris, s'élève à 10.265.000.000, soit 94 millions de plus que l'année précédente. Comme vous le voyez, Messieurs, nous sommes loin, Dieu merci, des prétendus 15 milliards et d'un milliard d'augmentation!

On a quand-même apporté quelques augmentations. Mais, je vous le demande, est-ce du luxe si le budget est augmenté d'un nouveau crédit de 3 millions de dinars pour l'achèvement d'écoles primaires déjà commencées? Est-ce du luxe si un crédit annuel de 23 millions de dinars est assuré pour les instituteurs des écoles normales? Est-ce du luxe si on contracte un emprunt de 50 millions pour les travaux d'adduction d'eau dans les régions où la population manque d'eau potable? (Approbations). Est-ce du luxe que d'assurer, au moment où la situation en Europe est troublée, un crédit de 50 millions pour les besoins de notre héroïque armée? (Vifs applaudissements. Cris: Vive l'armée!).

Les orateurs qui ont critiqué le projet de loi ont été encore plus injustes à l'égard du gouvernement quand ils ont passé sous silence l'a-

baïssement de l'impôt foncier, dans la proportion de un tiers, et la suppression de l'article 7 de l'impôt sur le revenu.

Le Parlement et ses droits

Le Président du Conseil répond ensuite aux critiques d'ordre politique, surtout à celles qui visent les pleins-pouvoirs que le gouvernement demande pour promulguer trois lois politiques.

«On a dit ici que c'était l'abdication du Parlement de ses droits les plus sacrés. On a même parlé de «suicide politique de la Chambre des députés». Ce sont de bien gros mots!

M. le dr. Stojadinović déclare que de pareilles autorisations sont fréquentes dans tous les pays et que la pratique et la théorie parlementaire ont admis la possibilité d'une délégation du pouvoir, qui laisse le gouvernement régler certaines questions, dans un certain délai, tandis que le Parlement se réserve le contrôle suprême. Le Président cite l'exemple des Etats-Unis et de la France.

«S'il en est ainsi dans les pays les plus démocratiques du monde, pourquoi, ne peut-il en être de même dans le nôtre. En France, le Conseil des ministres a obtenu le mois dernier l'autorisation de protéger le franc au moyen de décrets. Comme le président du Conseil lui-même l'a déclaré, ces mesures, prises dans l'intérêt général, imposent des sacrifices au peuple français tout entier. Elles augmentent les charges fiscales des citoyens et, s'il y a un «droit sacré du Parlement», c'est sûrement le droit d'approuver les recettes, étant donné que de ce droit découle en effet le parlementarisme lui-même, d'abord en Angleterre, puis dans les autres pays. Si le Parlement de la République française a pu donner de tels pleins pouvoirs sans craindre de commettre un «suicide politique», alors, Messieurs, notre Parlement peut aussi faire la même chose avec la conscience tranquille.» (Approbations dans les rangs de la majorité.)

«Cela d'autant plus que nous demandons l'autorisation de publier ces décrets d'accord avec les commissions spéciales de la Représentation Nationale, et que par les trois décrets-lois nous ne demandons pas au peuple de nouveaux impôts, ni nous ne lui restreignons les libertés civiles, mais, au contraire, nous répondons mieux à ses désirs et à ses besoins actuels. (Vives approbations). D'ailleurs, après leur publication et leur entrée en vigueur, ces décrets, ayant force de loi, viendront cependant aux fins de décision et de ratification devant le Parlement.» (Vifs applaudissements dans les rangs de la majorité.)

«L'autorité des pouvoirs doit exister dans tout l'Etat, et le gouvernement ne s'arrêtera pas même devant les mesures les plus rigoureuses en vue de sauvegarder cette autorité et de la conserver. (Vifs applaudissements). Il fallait peut-être le dire au sein de cette assemblée nouvellement instituée, elle libérale si vous le permettez, pour qu'il n'y ait de déception d'aucun côté. Si le gouvernement, dans son activité qui a pour but l'apaisement, la conciliation et la normalisation, trouve de la compréhension dans toutes les régions et toutes les classes de la nation, — il n'y a pas de doute que ce sera au profit de tous.

La nécessité de grands partis

Le Président déclara qu'après les dernières élections le peuple tout entier a condamné la loi électorale. Pour avoir une Chambre des députés au moyen d'élection, la loi électorale ne suffit pas. Il faut une loi sur la presse et une autre sur les réunions et associations.

Et M. Stojadinović poursuit son exposé:

«Messieurs, la lutte électorale ne doit plus retomber sur le dos de l'appareil policier. Elle doit être entre les mains des grandes formations politiques (Approbations). Par la formation de ces grands partis, on ne détruit pas l'unité de l'Etat et de la nation, mais, au contraire, par eux, on la consolide et on la renforce. (Vifs applaudissements). J'ai étudié l'année passée aux Etats-Unis d'Amérique la question des partis politiques. Voici ce que disent les Américains eux-mêmes sur leur système: les Etats-Unis d'Amérique sont formés d'un grand nombre de différents peuples, races, langues et confessions; sur un vaste territoire plus grand que l'Europe entière vivent aujourd'hui 125 millions d'habitants. Qu'est-ce qui a le plus contribué à l'unité de la nation et de l'Etat dans ce pays? Les deux grands partis qui se succèdent au pouvoir et qui s'étendent sur tout le territoire de l'Etat en comprenant toutes les confessions, toutes les professions,

toutes les nationalités. Si cela n'existait pas en Amérique le Parlement aurait ressemblé, — c'est l'opinion que j'ai entendue là-bas, — au Parlement de l'Autriche d'avant-guerre où chaque nationalité, chaque région avait ses groupes politiques. En d'autres termes, le Parlement aurait été un instrument attirant l'Etat vers l'abîme. Tout cela, Messieurs, vu et entendu en Amérique, m'a convaincu bien davantage de la justesse de cette disposition de la Constitution qui interdit de s'associer sur la base confessionnelle, qui régionale ou ethnique dans un but politique.» (Vives approbations.)

M. Barčević: «Qu'en disent M. Korošec et Spaho?»

— M. Korošec, ministre de l'Intérieur, et M. Spaho, ministre des Communications, sont complètement d'accord avec ce que je dis ici (vifs applaudissements prolongés), car le Président du conseil parle au nom du gouvernement royal tout entier (nouveaux applaudissements) et le gouvernement royal est convaincu, Messieurs, que seuls de grands partis dignes de ce nom peuvent être utiles à notre Etat et notre peuple. (Vives approbations.)

Liberté et autorité

Pour la promulgation de ces lois destinées à contribuer au règlement politique et à l'achèvement de la consolidation intérieure du pays, le gouvernement a besoin d'un certain délai, mais surtout, il a besoin d'une trêve politique dans le pays. (Approbations). Sans aucun doute, il y a malheureusement chez nous certains éléments qui ne désirent pas cette consolidation. Sans aucun doute, il y a aussi des éléments qui désirent transformer toute manifestation publique en désordres. Cependant, la majeure partie de notre peuple, aussi bien celle qui est représentée à la Chambre des députés que celle, j'en suis convaincu, qui est représentée par l'opposition extraparlémentaire, a intérêt à ce que la Yougoslavie s'engage dans une voie meilleure. (Applaudissements chaleureux.)

«L'autorité des pouvoirs doit exister dans tout l'Etat, et le gouvernement ne s'arrêtera pas même devant les mesures les plus rigoureuses en vue de sauvegarder cette autorité et de la conserver. (Vifs applaudissements). Il fallait peut-être le dire au sein de cette assemblée nouvellement instituée, elle libérale si vous le permettez, pour qu'il n'y ait de déception d'aucun côté. Si le gouvernement, dans son activité qui a pour but l'apaisement, la conciliation et la normalisation, trouve de la compréhension dans toutes les régions et toutes les classes de la nation, — il n'y a pas de doute que ce sera au profit de tous.

Un peuple discipliné a le droit d'attendre des libertés dans les plus larges limites. Si cette auto-discipline fait défaut, si les libertés ne sont pas comprises comme il convient, nous ne pouvons porter la responsabilité du fait que le processus de normalisation ne se poursuivrait pas dans la voie et suivant le rythme désiré sincèrement par le gouvernement. Pour cette raison, je fais appel à tous ceux qui se disent amis de l'ordre et du progrès, qui se donnent le nom d'amis du peuple et de la liberté, afin de nous offrir leur appui par leur attitude et leur travail. (Approbations.)

Messieurs les députés, en votant pour les douzièmes provisoires, vous posez une nouvelle pierre angulaire dans cette construction du meilleur avenir de notre communauté nationale.

A la fin de son discours le Président du conseil a été applaudi par la grande majorité des députés.

Le Président de la Chambre met ensuite aux voix le projet des douzièmes provisoires et de la loi des finances et les députés votent «pour» ou «contre».

Au cours de l'appel des députés, des membres de la minorité, avec M. D. Janković en tête, suivi de V. Popović, D. Kojić, Barčević, Banić et autres, quittent la salle des séances.

192 députés ont voté, dont 190 pour et 2 contre, les autres s'étant abstenus, et le projet est adopté.

Le vote du budget

La discussion

C'est lundi matin que la Chambre passa à la discussion par chapitres du projet des douzièmes provisoires. Le président, M. Cirić, annonça aussitôt que trente députés avaient demandé la procédure d'urgence; la Chambre adopta en effet cette proposition.

Nous n'entrerons pas dans la discussion détaillée des chapitres du budget. Signalons seulement, sur le chapitre des Affaires étrangères, le discours de M. Mita Dimitrijević qui, à propos de l'Italie, déclara que la Yougoslavie désire un rapprochement et un accord, mais que l'Italie doit faire la preuve des mêmes intentions. L'orateur parla ensuite en faveur du rétablissement des relations avec l'U.R.S.S., en laissant au gouvernement le choix de l'heure.

Dans l'examen du budget du Ministère de l'Intérieur, deux députés, M. V. Trbić et M. Dragisa Stojadinović se sont élevés contre la tolérance montrée par le gouvernement de M. Stojadinović à l'égard des réunions publiques que tiennent un peu partout dans le pays les membres des anciens partis.

La discussion du budget du Ministère des Finances provoqua les interventions de M. Vojta Lazic qui protesta contre les augmentations et voulut parler au nom du paysan. M. Ljubanović souligna que la tâche du gouvernement de M. Stojadinović est ardue et que le temps lui manque pour donner une forme définitive au programme de son activité.

Le budget du Ministère de l'Armée et de la marine, après une déclaration de M. Zarko Tomasević, fut adopté sans débat.

Après le vote du budget du Ministère des Travaux publics et du Ministère des Communications, le président de la Chambre, M. Cirić, déclara que les députés de la majorité, inscrits pour prendre la parole, renoncèrent à parler afin de permettre le vote définitif du budget à 20 heures. Cependant de *Club yougoslave des députés* délégué encore deux orateurs, M. Baricević et M. Djordjević qui reprochèrent au Président du Conseil de n'être pas conséquent dans sa politique et revinrent sur la question des pleins-pouvoirs.

M. Djordjević, faisant allusion aux incidents de Zagreb, demanda qu'on continue la politique du 6 janvier et se déclare adversaire de l'organisation fédéraliste de l'Etat, en disant qu'elle mène à la désagrégation.

Une intervention de M. Stojadinović

M. Milan Stojadinović monta alors à la tribune au milieu des applaudissements de la grande majorité des députés, et fit une courte, mais vigoureuse intervention:

«Je ne connais pas les sources où ces Messieurs ont puisé leurs nouvelles de Zagreb. Mais je connais mes sources, qui sont officielles. Je puis vous affirmer qu'hier, à Zagreb, sauf des vagues brisées, il n'y a eu aucun magasin démolit, qu'hier, à Zagreb, il n'y a pas eu de mort, et qu'aujourd'hui, à Zagreb, l'ordre règne et la paix est complète.»

La majorité des députés applaudissent chaleureusement ces paroles. M. Stojadinović poursuit:

«Je voudrais, Messieurs, dire seulement encore une chose. S'il s'agit de responsabilité, le gouvernement est conscient de la sienne. L'assurément jusqu'au bout. Je prie la majorité parlementaire de ne pas se laisser leurrer par des nouvelles alarmantes et fausses et d'accomplir son devoir envers elle-même et envers l'Etat en votant les douzièmes provisoires.»

Les paroles du Président du Conseil furent accueillies par les applaudissements enthousiastes et répétés de la majorité.

Après quoi, le président de la Chambre déclara que la discussion par chapitres des douzièmes provisoires était close et mit ensuite au vote définitif les douzièmes provisoires. 219 députés ont voté, dont 218 pour et 1 contre. Les autres se sont abstenus. Ainsi s'achevait un débat qui prit souvent un tour passionné.

Les réformes futures

Le problème des lois politiques, qui même pendant la discussion budgétaire n'a cessé d'être la préoccupation dominante, passe officiellement au premier plan, puisque le gouvernement n'a obtenu les pleins pouvoirs que pour porter modification aux lois sur les élections, sur les associations et sur la presse.

Il est dans les intentions du cabinet Stojadinović, libéré des soucis budgétaires par le dernier vote de la Chambre, de procéder aux plus larges consultations tant politiques que juridiques et de consacrer une étude approfondie à l'examen des projets de réforme.

Dés maintenant on peut annoncer que le gouvernement modifiera, non seulement le mode de scrutin, en instituant le suffrage secret, mais encore le système électoral lui-même.

Au Club de la majorité

Le président du Club de la majorité parlementaire, M. S. Janković vient d'adresser une lettre officielle au Président du Conseil pour l'informer de la constitution du Club, en ajoutant qu'il soutiendra le gouvernement. Une liste des députés inscrits au Club est jointe à la lettre.

Un nouveau Club

Un nouveau Club de députés portant le nom de *«Club national yougoslave indépendant»*, vient de se former à la chambre.

Le bureau s'est constitué de la façon suivante: président, M.M. Božić; vice-présidents, MM. F. Horvat et Prekorski; secrétaires, MM. Ivančević et Grdžić; trésorier, M. Paštrović.

La retraite de M. Balugdzic

M. Zivojin Balugdzic, ministre de Yougoslavie à Berlin, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. Balugdzic, né le 19 février 1869 à Belgrade, termina ses études de droit à l'Université de Genève. En 1894 il devint rédacteur de l'*Ami du Peuple* et collabora à divers autres journaux. Il était considéré comme un ennemi juré de la dynastie des Obrenović. Il entra en Serbie lorsque le Roi Pierre monta sur le trône en 1903 et devint secrétaire à la Cour et chef du Bureau de Presse. Il entra dans la carrière diplomatique en 1906 comme secrétaire de Légation à Constantinople. Pendant les guerres balkaniques il reprit les fonctions de chef du Bureau de Presse. Nommé ministre de Serbie à Athènes en 1913 il devint ensuite Ministre à Rome, puis à Berlin.

M. Balugdzic a développé en Allemagne une activité considérable et a personnellement contribué à établir des rapports entre le Reich et la Yougoslavie. Rien de ce qui touchait à la vie intellectuelle et à l'activité économique ne lui était étranger. L'ancien Ministre quitta la diplomatie, mais reste journaliste.

Le „triomphe“ de l'Ecole de Saint-Cyr et la promotion du Roi Alexandre I-er

On nous écrit de Paris:

L'Ecole de Saint-Cyr a célébré le 18 juillet son Triomphe annuel, cérémonie pittoresque et très émouvante où la promotion du Roi Albert I-er a transmis à la nouvelle promotion du Roi Alexandre I-er le flambeau sacré.

Cette fête s'est déroulée sur le champ de manœuvres de l'Ecole, où une brise favorable agitait les drapeaux et les casars. Le colonel Fabry, ministre de la Guerre, la présidait, entouré du général Martin, commandant l'Ecole, et de son prédécesseur, le général Frère, des généraux Gouraud, Nollet, Hirschauer, Lanoix, Duffieux, Hartung, Colson, Ménard, Durmeyer, Pelletier, Houdmont, Gombaud, François, du chanoine Battifol et de l'abbé Hénot, de nombreuses personnalités militaires et civiles.

Le voyage du Roi en France devait comporter une visite à Saint-Cyr où le général commandant l'Ecole voulait, entre autres reliques, lui montrer au Musée du Souvenir, l'ancienne chapelle de la Maison royale



Les Saint-Cyriens de la promotion du Roi Alexandre I-er à genoux

Le général Mihajlović, attaché militaire à Paris, les officiers yougoslaves détachés en France, une délégation de huit élèves de l'Académie militaire de Belgrade, sous la conduite du capitaine Knezević, assistaient à la cérémonie.

Suivant l'usage la promotion sortante avait préparé un programme d'attractions très varié: l'attaque de la diligence, le classique carrousel, les intermèdes à cheval, les défilés d'anciens costumes. La section aéronautique, qui ne fera plus partie de l'Ecole, a fait une exhibition d'adieu: l'ascension en ballon du physicien Charbs (1783) et l'atterrissage au milieu de la fête d'un très moderne autogère.

Mais le moment solennel était arrivé: les jeunes „cyrards“ et leurs anciens défilèrent devant les tribunes; les huit cadets de l'Académie militaire yougoslave, follement acclamés, se firent au garde à vous.

A cet instant les deux promotions virent poindre au galop Napoléon Bonaparte et son brillant état-major; l'Empereur, alias le père Système, récita le réquisitoire annuel „contre les melons qui ne vaudront pas leurs aînés“. C'est la minute du baptême.

Napoléon commande: „A genoux!“

Les Saint-Cyriens enlèvent leur shako à plumes rouges et blanches et posent le genou à terre. Puis se tournant vers le général Martin, commandant l'Ecole:

„Mon général, quel sera le nom de ces enfants?“

— Promotion du Roi Alexandre I-er.

Et le général, se tournant vers l'attaché militaire de Yougoslavie, salue la grande mémoire du Roi chevalier, personification de toutes les vertus militaires.

„Sa Majesté, dit-il, fut attachée à notre Ecole par des liens de famille et de tout son cœur d'officier. Son Père, le Roi Pierre I-er, compte par-

mi les plus glorieux élèves du Saint-Cyr, l'héroïque et illustre Karađorđević de la promotion de Puela et de l'Armée de la Loire, et il a élevé Son Fils dans l'amour de la France qui était sa seconde patrie.“

Le général rappela comment le Prince Régent Alexandre assista en 1919 à une cérémonie donnée au profit des veuves et des orphelins des officiers de Saint-Cyr tombés au champ d'honneur. A cette occasion il écrivit de sa main sur le programme: „A vous, mes chers camarades saint-cyriens, souvenir du fils d'un officier de Saint-Cyr. Alexandre.“

Le voyage du Roi en France devait comporter une visite à Saint-Cyr où le général commandant l'Ecole voulait, entre autres reliques, lui montrer au Musée du Souvenir, l'ancienne chapelle de la Maison royale

en associant à notre hommage toute l'armée française dont vous êtes le chef.“

Enfin, le général Martin dit aux officiers nouvellement promus qu'ils doivent jurer, en présence de leurs camarades de Yougoslavie, de toujours rester fidèles aux plus hauts devoirs que le baptême de la promotion leur impose.

Après ce discours très acclamé, la musique militaire exécuta l'Hymne royal yougoslave, puis la *Marseillaise*, cependant que le „major“ de la promotion des anciens remettait au „major“ des cadets yougoslaves un sabre d'honneur et lui donnait l'accolade.

Les Saint-Cyriens de 1935 sont désormais responsables du renom de leur promotion: ils porteront dignement le souvenir du Roi Chevalier.

J. DE BAZINCOURT

La promotion Alexandre I-er à l'Ecole de Saint-Maixent

L'Ecole militaire et de chars de combat de Saint-Maixent a donné sa fête traditionnelle et procédé au baptême de la promotion 34/36 qui porte aussi le nom du Roi Alexandre I-er de Yougoslavie. La cérémonie fut rehaussée par la présence des officiers yougoslaves stagiaires en France, de la délégation de l'Académie militaire yougoslave conduite par le capitaine Knezević, du capitaine Pavlović, représentant l'attaché militaire de Yougoslavie, du général Duffieux, commandant l'Ecole de guerre du général François, directeur de l'infanterie, du général Borie, ancien commandant de l'Ecole, qui ont été reçus par le colonel Hassler.

Des délégations d'officiers et de fusiliers marins de Lorient, des Ecoles de Saumur, Saint-Cyr, Versailles et Poitiers, ainsi que les représentants des *Poilus d'Orient*, étaient également les hôtes de Saint-Maixent.

Le colonel Hassler prononça une allocution très émouvante pour la remise du drapeau à la nouvelle promotion et salua dans la personne du Roi Alexandre I-er le héros et le chevalier.

Les élèves officiers, les officiers de réserve, les tanks et les mitrailleuses défilèrent d'une façon impeccable. Après la charge finale des spahis, un banquet termina cette belle manifestation militaire.

La convention roumano-yougoslave

Comme l'a déjà annoncé l'Echo de Belgrade, conformément à la convention scolaire conclue entre la Roumanie et la Yougoslavie, dix-sept instituteurs roumains ont été nommés dans les écoles roumaines du Banat yougoslave. Des contrats spéciaux ont été conclus entre les ministères de l'Instruction publique des deux pays, représentés respectivement par MM. Milutinović et Kirilović, délégués yougoslaves, et par le Dr. Petar Jonsescu, conseiller du Ministère de l'Instruction publique à Bucarest, délégué roumain.

D'après ces contrats, les instituteurs toucheront, en plus du traitement payé par l'Etat yougoslave, une indemnité qui leur sera allouée par l'Etat roumain. Les deux années que ces instituteurs passeront en Yougoslavie leur seront comptées comme trois ans de service pour la pension.

Ces instituteurs suivront pendant les vacances un cours spécial pour prendre connaissance du plan d'enseignement des écoles yougoslaves.

Les écoles confessionnelles de la minorité yougoslave en Roumanie ont été pourvues, sur la base de la récente convention, de dix-sept instituteurs yougoslaves qui y ont été envoyés par l'évêque serbe du Banat, Mgr. Georgije Letić.



Le cadet yougoslave portant l'épée d'honneur de Saint-Cyr

La restauration des Habsbourg vue de Genève

Genève, 21 juillet

La question de la restauration des Habsbourg a cessé momentanément d'occuper le premier plan parmi celles dont les milieux genevois discutent. Ce n'est pas qu'elle y soit considérée comme n'ayant plus le caractère de gravité qu'on lui avait reconnu il y a peu de jours encore. Mais les cercles internationaux s'inquiètent surtout des répercussions que le différend italo-éthiopien pourrait avoir sur l'avenir de la Société des Nations elle-même.

On suppose que, si le Conseil de la S.D.N. se réunit le 29 juillet pour s'occuper de l'affaire éthiopienne, il ne pourra pas faire autre chose que d'acheminer celle-ci vers un règlement plus ou moins lointain par quelque nouvel artifice de procédure. Dans l'état actuel du problème, il semble bien improbable que le Conseil se risque à l'aborder de front.

Quant à la question des Habsbourg, elle ne pourrait devenir une question de la Société des Nations que le jour où les Etats jugeraient que le péril a pris un caractère d'acuité tel qu'il menacerait immédiatement de troubler la paix et que les gouvernements intéressés doivent faire appel au Conseil en vertu de l'article 11 du Pacte.

Mais si la Société des Nations, comme telle, n'a pas eu à examiner le problème d'une restauration éventuelle des Habsbourg, elle ne s'en est pas moins intéressée aux conséquences que celle-ci pourrait avoir pour la paix de l'Europe centrale. Elle a pu se rendre compte que l'opposition de la Petite Entente à toute tentative de restauration était demeurée aussi vive qu'au temps de feu l'empereur Charles I-er. Elle sait, aussi, que cette attitude a l'appui du gouvernement français.

Les cercles internationaux estiment que, dans ces conditions, ni l'Autriche ni la Hongrie ne voudraient courir les risques par trop évidents d'une aventure.

On n'ignore pas, du reste, que la question a dû être traitée au cours des entretiens que le Prince Régent Paul vient d'avoir à Sinaïa avec le Roi Carol et l'on est disposé à croire qu'elle a été même le principal sujet qui fut abordé. Quant aux conclusions auxquelles un examen approfondi de la question a pu les conduire, il est facile de s'imaginer qu'elle n'ont pu que renforcer l'attitude d'opposition qui s'est manifestée, dès le premier jour, dans les milieux de la Petite Entente.

Ed. B.

Une interpellation sur les Habsbourg

M. Dragutin Janković a déposé une interpellation sur la question de la restauration des Habsbourg.

M. Janković, après avoir constaté que la restitution de leurs biens aux Habsbourg a créé une inquiétude compréhensible en Yougoslavie, demande: 1) si le Ministère des Affaires étrangères est d'avis que les droits et les intérêts justifiés de la Yougoslavie, garantis par les traités de paix et les engagements de l'Autriche, sont lésés par la décision du gouvernement autrichien; 2) si les inquiétudes provoquées par cet acte sont justifiées et si le gouvernement autrichien est prêt à donner des assurances contre les surprises éventuelles.

Le président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, M. Stojadinović, a repoussé l'urgence demandée par l'interpellateur.

L'Albanie et son indépendance

Le correspondant du Temps à Rome ayant exprimé dans un article qui traite du conflit italo-éthiopien, paru dans le numéro du 11 juillet l'opinion que l'indépendance de l'Albanie serait limitée par les accords internationaux le journal *Besa* a exposé le point de vue albanais et exprimé son étonnement que le *Corriere della Sera*, en reproduisant intégralement l'article de M. Gentizon, n'ait pas cru devoir y ajouter des réserves. Les accords existant entre l'Italie et l'Albanie sont basés sur le principe de l'égalité et de l'indépendance complète et absolue des deux parties contractantes.

Du reste, ajoute *Besa*, pour ceux qui mettraient en doute l'indépendance absolue de l'Albanie, il est bon de rappeler que cette indépendance a été reconnue solennellement par les grandes puissances, au moment de la création de l'Etat le 28 novembre 1912, à la Conférence de Londres et qu'elle a été confirmée le 9 novembre 1921 par les puissances alliées victorieuses. La question ayant été encore une fois discutée lors de l'admission de l'Albanie à la S.D.N., le 17 décembre 1920, il a été décidé de reconformer l'indépendance de l'Albanie.

Quant à la déclaration de la conférence des Ambassadeurs à Paris du 9 novembre 1921, dans laquelle il a été dit que „la violation des frontières ou de l'indépendance de l'Albanie pourrait constituer une menace pour la sécurité de l'Italie“, et à la suite de laquelle certaines mesures ont été prévues, déclaration dont M. Gentizon prend argument pour appuyer son point de vue, *Besa* dit que cet accord étant „res inter alios acta“, ne peut constituer un engagement ni créer une obligation pour l'Albanie.

L'Albanie avait, du reste, exprimé à ce propos et à maintes reprises son opinion, en précisant qu'elle ne reconnaît à cette déclaration aucune valeur juridique qui puisse aliéner l'indépendance absolue du Royaume.

La vie religieuse

Le sacre de Mgr V. Burić

Mgr. le Dr. Victor Burić, nommé évêque de Senj en remplacement de Mgr. Starčević, décédé, a été consacré dimanche 21 juillet dans la cathédrale de Zagreb par Mgr. Antun Bauer, archevêque et primat de Croatie, qu'assistait son coadjuteur, Mgr. Stepinac, et Mgr. Srebrenić, évêque de Krk. L'évêque de Hvar, Mgr. Pušić, était présent, ainsi que les représentants de l'Eglise de Senj et de nombreux ordres religieux.

Après la consécration, Mgr. Burić traversa la cathédrale en bénissant la foule et vint jusqu'au parvis où il fut acclamé, ainsi que Mgr. Bauer.

Le ban, Dr. Kostrenčić, le général Jurisic, commandant d'armée, le Dr. Citić au nom du Ministère de la Justice et des Cultes, et de nombreuses personnalités ont assisté à la cérémonie.

Mgr. Stepinac présidera dimanche prochain à Senj l'installation du nouvel évêque qui prendra ensuite possession du siège de Novi.

Un anniversaire à Sunja

S. Exc. Mgr. Stepinac, archevêque-coadjuteur de Zagreb, a présidé dimanche à Sunja, de grandes fêtes religieuses qui ont commémoré le 600-ème anniversaire de la fondation d'une paroisse catholique et le 100-ème anniversaire de la construction de l'église. Plus de 12.000 personnes ont assisté à la messe pontificale.

Documents

Le discours de M. Lefica

(Suite de la 1-ère p. 4-ème col.)

Les allègements fiscaux

Le Ministre affirme que la politique financière se poursuit suivant ces directives.

Sans parler des allègements particuliers, qui se rapportent à une contrée ou à des groupes déterminés le gouvernement a pris la décision d'abaisser, pour l'année suivante, l'impôt foncier d'un tiers du taux global, en ce qui concerne les terres arables et les vignobles lorsqu'ils constituent la seule source de revenus des paysans. Avec les 100 millions de dégrèvements effectués cet hiver, ces nouveaux allègements fiscaux portent à 166 millions la diminution des recettes de l'impôt foncier. En comparant avec l'impôt perçu la première année qui suivit le vote de la loi fiscale, on voit que l'impôt foncier a diminué de 50%.

Le Gouvernement a voulu alléger aussi les charges fiscales des années passées, particulièrement pour ceux que la crise économique a le plus atteints, les paysans et les petits artisans des villages. Le projet de loi comporte une disposition touchant

l'impôt foncier non payé jusqu'à la fin de 1932, en prévoyant que les arriérés pourront être payés dans des délais échelonnés sur 15 ans.

„C'est vraiment un très dur effort, qui se fait au détriment des rentrées dans la Caisse publique. Cependant ces sacrifices seront d'autant plus facilement supportés qu'ils sont consentis au profit de notre village et de notre agriculteur. La pauvreté du village, où vit 80% de la population, et le bien-être des villes, c'est la maison bâtie sur le sable, qui peut être détruite à chaque instant. Aujourd'hui, nous devons diriger toutes nos forces et toute notre volonté au relèvement et au renforcement de la base la plus importante de notre Etat, le village.“

Le Ministre signale d'autres mesures, comme la protection aux créanciers qui ne peuvent réaliser leurs créances. Ainsi ceux qui sont imposés de l'impôt sur le revenu ne paieront pas désormais les intérêts fiscaux pour celles de leurs créances qui ne sont pas garanties par des hypothèques ou qui ne se trouvent pas en dépôt dans des entreprises obligées de tenir des livres publics.

L'impôt sur les sociétés a été réformé.

Pour les contribuables de situation modeste des allègements sont accordés en matière de frais d'exécution. Les dettes d'impôts inférieures à 10.000 dinars sont réduites dans la proportion de 50%.

„Les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu sont libérés du fameux paragraphe 7 dont le taux minimum d'imposition avait soulevé de vives protestations. Pour protéger les intérêts du fisc contre les décisions peu objectives de certains commissions fiscales, le gouvernement a décidé que, désormais, la composition de ces commissions reposera sur le principe paritaire, alors que la présidence sera détenue par un représentant de l'Etat. D'autre part, les déclarations d'impôt se feront à l'avance devant ces commissions dont les membres jouiront d'une certaine compétence et responsabilité et ne seront plus, comme dans le passé, des délégués des communes politiques. Afin de maintenir et renforcer l'activité des petits commerçants et des petits artisans, le gouvernement a introduit un nouveau supplément à imposer les grands magasins et leurs succursales, non dans leurs bénéfices, mais dans leurs revenus globaux.“

La situation du Trésor

Dans une nouvelle partie de son exposé, M. Lefica examine la situation du Trésor. Il rappelle d'abord qu'en 1927, le gouvernement, afin d'obtenir pour le Trésor public des facilités de paiement aux moments où la rentrée des recettes fiscales se ralentit, avait conclu un arrangement avec la Caisse d'épargne postale.

Toutefois, jusqu'en 1934, les sommes empruntées ne purent être payées, comme cela avait été prévu. En mai 1935, le gouvernement royal a consolidé cette dette de 600 millions de dinars, suivant un délai d'amortissement de 50 ans et 5% d'intérêts. A la suite de cette mesure, le Trésor public se voit en meilleure posture.

Un emprunt de 300 millions sera conclu afin d'élargir le réseau des lignes de chemin de fer et de procéder aux travaux nécessaires de construction ou de réparations.

Le rétablissement du Ministère des P.T.T. est une nécessité, car un grand nombre de questions intéressant les intérêts de l'Etat, de l'économie nationale et de la défense nationale attendent leur solution dans le cadre de ce ressort ministériel.

Le Ministre passe ensuite à l'exposé des mesures que le gouverne-

ment juge nécessaires pour résoudre certaines questions d'ordre social.

Ainsi des travaux d'adduction d'eau dans les régions manquant d'eau potable exigent un emprunt de 50 millions. Les pensions aux invalides de guerre seront révisées dans le sens de la justice.

Les décrets-lois

A ce point de son exposé, le Ministre des Finances aborde la question des décrets-lois.

„Le projet des douzièmes provisoires contient encore une disposition qui, cependant, n'est pas une innovation. La Loi des finances de l'année passée donna déjà au Conseil des ministres les pleins pouvoirs lui permettant d'édicter des décrets-lois afin d'assainir la situation économique du pays. L'expérience démontre que cette disposition eut d'excellents résultats. Sur la base de cette disposition de la Loi des finances, le gouvernement a, depuis le début de l'année, promulgué 22 décrets-lois. Il est vrai que la pratique des décrets-lois n'est pas exempte de reproches et présente certains défauts. Mais par contre, combien d'avantages présente-t-elle pour la solution rapide et définitive de questions d'importance particulière. En outre, il y a des problèmes complexes à résoudre, notamment un certain nombre de problè-

mes d'ordre politique, parmi lesquels la question de la réforme électorale, la loi sur les associations et réunions politiques, la loi sur la liberté de la presse.

Aussi le projet des douzièmes provisoires donne-t-il au Conseil des ministres le pouvoir de résoudre ces trois problèmes d'accord avec les commissions que la Représentation nationale aura à élire.“

Le Ministre parle ensuite d'une disposition relative à la composition technique du budget.

Le budget actuel n'est accessible qu'aux experts, tandis qu'on demande à un budget d'être clair et ouvert à tous, sinon il n'est pas sincère. Rendre au budget son unité, sera la tâche particulière du gouvernement.

L'économie et la crise

L'index de l'activité économique du pays démontre qu'une certaine reprise des affaires est en cours. La grande disproportion existant entre les prix des produits industriels et ceux des produits agricoles s'atténue. Cependant les banques traversent une crise aiguë. Par contre le commerce extérieur accuse des progrès aussi bien dans son volume que dans sa valeur. Pour les cinq premiers mois, l'exportation s'élève à 53.015 tonnes et à 181.911.360 dinars de

plus que l'année précédente. L'importation s'élève à 11.335 tonnes et 36.316.117 dinars de plus que l'année passée. La balance commerciale accuse un excédent de 68 millions de dinars, alors que l'année passée, pour la même période, nous avions un passif de 79 millions. L'état de dépression continue, mais on commence la lutte active contre la crise.

La politique monétaire

Le Ministre des Finances expose ensuite brièvement la politique monétaire de M. Stojadinović.

Le gouvernement a mis fin à certaines illusions coûteuses qui présentent notre monnaie nationale sous un faux jour. En évitant toute expérience inflationniste les mesures prises ont beaucoup fait pour le relèvement du marché monétaire. La stabilité du dinar n'est pas mise en question, bien au contraire, ce qui a favorablement impressionné les créanciers étrangers, de telle façon que le cours du dinar aux bourses étrangères, ne s'est pas seulement maintenu, mais encore a marqué une tendance à la hausse. Par des mesures appropriées relatives aux changes et à une politique de crédit plus libérale, le gouvernement permettra à notre monnaie nationale de retrouver son équilibre réel.

Le

S. A. R. EN On annon AA. RR. le Kent partit pour la Yo les vacances rappellent q née passée, fiancée avec

M. STOJA M. le Pr parti pour la remise de M. V. Jirsa Régent.

M. KO S.A.R. le à Bohinj le M. A. Korc

Les tr

VI M. Korosé prend quelq hinje, près d

CONFERE

DE PO

La XI-ème mission interminelle à eu la Yougoslavie M. Simonovic des affaires de la Comm police crimin politique, le yougoslave a fa marquée. La Commission se tiendra à

UNE EXP

DES AVE

Une exposi

qués par les

de l'asile A

offre au pub

naître cette

juger des ré

Le Monde et la Ville

La Cour

S. A. R. LE DUC DE KENT EN YOUGOSLAVIE

On annonce de Londres que LL. AA. RR. le Duc et la Duchesse de Kent partiront dans quelques jours pour la Yougoslavie afin de passer les vacances à Bled. Les journaux rappellent que c'est à Bled que l'année passée, la Princesse Marina s'est fiancée avec le Duc de Kent.

M. STOJADINOVIC A BOHINJ

M. le Président Stojadinovic est parti pour Bohinj, afin d'assister à la remise des lettres de créance de M. V. Jirsa à S. A. R. le Prince-Régent.

M. KOROSCE A BOHINJ

S. A. R. le Prince-Régent Paul a reçu à Bohinj le Ministre de l'Intérieur, M. A. Korosec.

Les Informations

VILLEGIATURES

M. Korosec, ministre de l'Intérieur, prend quelques jours de repos à Bohinj, près de Bled.

CONFERENCE INTERNATIONALE DE POLICE CRIMINELLE

La XI^{ème} conférence de la commission internationale de police criminelle a eu lieu à Copenhague, où la Yougoslavie était représentée par M. Simonovic, conseiller au Ministère des affaires étrangères et président de la Commission internationale de police criminelle. Au sujet du «crime politique», le représentant de la Yougoslavie a fait une intervention remarquée. La prochaine session de la Commission internationale de police se tiendra à Belgrade, en 1936.

UNE EXPOSITION A L'ASILE DES AVEUGLES DE ZEMUN

Une exposition d'ouvrages fabriqués par les pensionnaires aveugles de l'asile Alexandre I^{er} à Zemun offre au public l'occasion de connaître cette belle institution et de juger des résultats atteints par l'ingénieuse patience des aveugles de tout âge. Les visiteurs pourront également admirer l'œuvre des asiles pour aveugles du Roi Chevalier Alexandre I^{er}, édifiés moyennant les donations de généreux bienfaiteurs et où les aveugles âgés sont hospitalisés jusqu'à la fin de leurs jours. Ces asiles représentent, par le but auquel ils sont destinés, un monument unique en leur genre pour la Yougoslavie, car ils offrent une hospitalité permanente à 400 aveugles.

Nos hôtes

M. Trapel, ministre des Finances de Tchécoslovaquie, a passé par Belgrade pour se rendre sur le littoral adriatique, où il passera ses vacances.

Le prince Antoine Bibesco, ministre de Roumanie à Madrid, vient de faire un voyage touristique à Split, Sibbenik et aux lacs de Plitvice.



Notre tourisme: les cimes alpestres de Kranjska Gora

Revue de la Presse

APRES LE DISCOURS DU PRESIDENT DU CONSEIL

Les journaux ont commenté la discussion budgétaire et le discours prononcé par le Président du Conseil, M. Stojadinovic, lors de la clôture de la discussion générale sur le projet des douzièmes. Le *Vreme* écrit que le pays entier a accueilli avec satisfaction la déclaration substantielle du Président du Conseil. «M. Stojadinovic a commencé à mettre à leur place tous les orateurs exubérants et fantastiques dont le temps, espérons-le, est à jamais révolu. Quant à la rhétorique des orateurs à la Barikade, elle est une simple excursion dans le domaine de la fantaisie. Financier de profession, M. Stojadinovic, ayant l'habitude des chiffres et des raisonnements précis, fit aux orateurs démagogues une leçon classique de pensée claire et de suite dans les idées.»

Le journal *Politika* souligne que le Président du Conseil a consacré la majeure partie du discours aux intentions du gouvernement concernant les lois politiques.

Les milieux politiques proches du gouvernement expriment l'opinion que l'opposition extra-parlementaire fera un usage permis des libertés

M. Albert Mousset, ancien directeur de l'Agence *Avala*, vient de séjourner à Belgrade quelques jours. Notre éminent confrère est directeur de l'Agence *Téléfrance* qui est en relations étroites avec les pays de la Petite Entente. Il s'est rendu ensuite à Bucarest pour continuer son voyage d'études.

LE SEJOUR A BELGRADE DU SENATEUR WINK

Belgrade a reçu la visite du sénateur belge Wink, président de l'Union internationale des villes. M. Wink rendit visite à M. Ilic, maire de Belgrade, avec lequel il conféra longuement, puis visita les établissements municipaux et les institutions sociales de la capitale.

Nécrologie

MORT DE MGR. MIEDIA

Mgr. Miedia, archevêque de Scutari (Skadar) en Albanie vient de mourir à 70 ans. Il avait été nommé sous le régime turc évêque de Skopje en 1909 et l'était resté sous le régime serbe, puis pendant et après la guerre jusqu'en 1921. Lorsque le Saint-Siège a fait coïncider la carte religieuse avec la carte politique, Mgr. Miedia quitta la Serbie du Sud et fut transféré de l'évêché de Skopje-Prizren à l'archevêché de Scutari.

Un „Requiem” pour le chancelier Dollfuss

La Légation d'Autriche a fait célébrer aujourd'hui, un *Requiem* en l'église catholique du Christ-Roi pour le repos de l'âme de M. Engelbert Dollfuss, chancelier d'Autriche, assassiné par les nazis le 25 juillet 1934.

A l'issue de la cérémonie, M. Schmitt s'est rendu au cimetière pour déposer une couronne de fleurs sur le monument des soldats autrichiens, associant ainsi le souvenir du Chancelier martyr à ceux des victimes de la guerre.

La mort de M. I. Bajloni

Nous apprenons avec regret la mort de M. Ignace Bajloni, l'industriel bien connu, qui fut gouverneur de la Banque Nationale.

Le défunt, né en 1876, a joué de bonne heure un rôle actif dans les cercles économiques et à l'Union des industriels. Il devint membre du Conseil d'administration de la Banque Nationale en 1906, puis en mars 1928, vice-gouverneur et au mois d'août de la même année, gouverneur. Il occupa jusqu'en 1934 ce poste où il rendit d'éminents services au pays. Président ou membre de nombreux groupements économiques ou financiers, Ignace Bajloni occupait dans la société belgradoise une place considérable.

M. V. Girsà à Bled

S. Exc. M. V. Girsà, le nouveau ministre de Tchécoslovaquie, dont nous avons annoncé déjà l'arrivée à Belgrade, est parti pour Bled où il sera reçu demain en audience par S. A. R. le Prince-Régent auquel il remettra ses lettres de créance.

M. Girsà partira après cette audience pour Prague, en vue de préparer la prochaine réunion de la Petite Entente prévue pour la fin du mois d'août à Bled.

Le nouveau ministre, né le 28 novembre 1875 à Sepevka, en Ukraine, fut médecin en Russie; il aida pendant la guerre les prisonniers et blessés tchécoslovaques et fut élu président de la Fédération des associations tchécoslovaques en Russie.

Lorsque l'héroïque armée tchécoslovaque, en lutte contre les bolcheviks, eut atteint, après sa célèbre *Anabase* en Sibirie, la côte du Pacifique, M. Girsà fut nommé président du Comité tchécoslovaque à Vladivostok où il organisa les troupes qui rejoignirent sur le front français les «Légions». Ses éminents services le désignèrent, après la victoire et la constitution du nouvel Etat, au choix du gouvernement de Prague qui le prit comme délégué officiel en Sibirie.

De retour dans son pays, après l'évacuation des derniers Tchécoslovaques, M. Girsà fut nommé directeur de la section russe au Ministère des Affaires étrangères, puis directeur politique, enfin adjoint au ministre des Affaires étrangères, M. Beneš.

De 1927 à 1933, M. Girsà fut ministre de Tchécoslovaquie à Varsovie et à suivi, de ce poste important, les grands problèmes de l'Europe centrale et orientale, suivant les deux faces: Allemagne et Russie.

Le distingué diplomate, fondateur de l'Institut Slave et de la Bibliothèque slave au Ministère des Affaires étrangères de Prague, est un des spécialistes les plus remarquables des questions russes.

L'anniversaire de M. V. Maček à Zagreb

M. Vlatko Maček, le chef du parti paysan croate, a célébré le 20 juillet le 56^{ème} anniversaire de sa naissance. Ses amis politiques ont voulu solenniser cette fête de leur chef.

M. Maček a reçu de nombreux délégués et, parmi les premiers visiteurs, le député de Split, M. Trumbić, ancien ministre. Il dut à plusieurs reprises paraître au balcon, pour remercier la population qui l'acclamait. Un cortège de paysans s'est ensuite formé, qui traversa la ville en bon ordre.

Dans la journée, plusieurs incidents se sont produits. Des jeunes gens ont brisé les vitres de quelques maisons qui n'avaient pas voulu paviser. Un de ces groupes a protesté plus vivement devant la demeure du président du Sénat, M. Tomašić, en exigeant qu'on hissât le drapeau croate. Un agent de police malmené tira un coup de revolver qui blessa légèrement un manifestant.

D'autres incidents se déroulèrent entre deux groupes adversaires au café *Métropole* et sur la petite place de l'église pravoslave. La police dut intervenir.

Informé de ces démonstrations, M. Maček fit répandre un appel au calme en priant tous ses partisans de se disperser avant la nuit. Mais une vive animation ne cessa de régner jusqu'à une heure fort avancée.

Le *Jutarnji List* a consacré un long article à la personnalité de M. Maček et comparé sa propriété de Kupinac à la célèbre ferme de Jasna Poljana où vivait Tolstoï.

Le départ pour Rome de M. Lj. Auer

M. Ljudevit Auer, Ministre de la Justice, et des Cultes, a quitté Belgrade dimanche, se rendant à la Cité du Vatican pour la signature du Concordat.

Le Ministre, qui est accompagné par Mme et Melle Auer, a dans sa suite son secrétaire particulier, M. Zmajević, et le secrétaire du Ministère des Affaires étrangères, M. Pogacnik.

M. Auer a été salué en gare de Belgrade par S. Exc. Mgr. Pellegrini, nonce apostolique.

Au Vatican

Le représentant du gouvernement yougoslave a été reçu, en gare de Rome, par S. Exc. Mgr. Pizzardo archevêque de Nicée, au nom du cardinal secrétaire d'Etat, par Mgr



M. le Ministre Lj. Auer

Barbata et le commandeur Belarda, chef du protocole, par M. Simić, ministre de Yougoslavie au Vatican, M. Kasidolac, le nouveau ministre à Bruxelles, le colonel Milenković, attaché militaire, le personnel des deux Légations, Mgr. Madjerec, recteur de l'Institut St. Jérôme, et de nombreux personnalités.

M. le Ministre Auer est descendu à la Légation de Yougoslavie près de Saint-Siège. Il fera aujourd'hui une visite officielle à S. Exc. le cardinal Pacelli.

Le représentant du gouvernement yougoslave sera reçu demain en audience par S. S. le Pape Pie XI. La signature du Concordat aura lieu dans le bureau du cardinal secrétaire d'Etat, en présence de Mgr. Pizzardo et de Mgr. Barbata. M. Auer sera assisté de M. Simić et de Mgr. Muscatelli.

Les manifestations bulgare-yougoslaves

La chorale bulgare «Ribini» a été reçue à Sarajevo par la chorale des chemins de fer «Jedinstvo». Une foule nombreuse a applaudi le concert auquel elle a participé.

L'Union forestière yougoslave a reçu une délégation de 29 forestiers bulgares, qui ont visité Belgrade et les classiques chaînes de Slavonie. Nos hôtes, après un arrêt à Zagreb, sont partis vers le littoral où ils ont admiré les belles plages de Crikvenica et de Novi Vinodol, puis, en passant par Senj, les lacs et les vastes forêts de Plitvice. Les forestiers bulgares ont parcouru ensuite les forêts de Bosnie et partout, à Jajce, à Sarajevo et sur le chemin de retour par Ulice et Čačak, ils ont reçu le plus chaleureux accueil.

AVIS AUX LECTEURS

Suivant l'usage l'Echo de Belgrade paraîtra dorénavant tous les quinze jours jusqu'en septembre. Le prochain numéro sera publié le 7 août.

Les manifestations politiques

Un discours de M. Behmen

M. le dr. Behmen, ministre sans portefeuille, s'est rendu hier à Visoko, en en Bosnie où il fut accueilli par une foule énorme, évaluée à plus de 5.000 personnes et tint une grande conférence.

«Vous connaissez le programme du gouvernement, dit le Ministre. Vous en avez déjà ressenti les effets. Mais vous ne pouvez pas demander à un gouvernement de faire des miracles en vingt jours.

On parle de la possibilité de nouveaux partis politiques. Cependant, il faut s'en tenir aux mots prononcés par M. Spahor: «... Nous sommes à l'œuvre pour la formation d'une Yougoslavie unie, qui doit exister sur des principes démocratiques. Les partis ne sont pas constitués par des conversations. Le peuple seul peut les former. C'est vous qui formerez ces partis et qui en nommerez les chefs.»

Un discours de M. Davidović à Krusevac

Le leader de l'ancien parti démocrate, M. Lj. Davidović, a prononcé un grand discours à Krusevac, en présence de plus de 4.000 personnes.

L'orateur a parlé d'abord de la question croate, que les démocrates veulent résoudre en plein accord avec les Croates. Cet accord est possible puisque les démocrates le réalisèrent déjà avec St. Radić en 1923 et 1924.

«Les démocrates ont été qualifiés de traîtres parce qu'ils ont travaillé avec les Croates. Mais nous sommes convaincus que les Croates sont attachés à l'Etat et c'est pourquoi nous avons collaboré avec eux aux élections. On a dit qu'il aurait mieux valu que je fusse en tête de la liste d'opposition. Mais on a porté en tête de liste M. Maček, et cela fut un bien, car, jusqu'à présent, les Croates votaient toujours pour des Croates et les Serbes pour les Serbes.»

M. Lj. Davidović, convaincu que l'organisation centraliste doit être réformée et qu'il faut passer aux larges self-gouvernements, rappelle que les radicaux ont demandé les premiers des autonomies. Un pareil- l'organisation ne met pas en danger l'unité de l'Etat. Il faut attendre encore un peu et on aura un Parlement central commun, un Gouvernement commun, un Roi commun, Pierre II (Acclamations).

M. D. Jovanović et la collaboration croate

Au cours d'un meeting tenu à Kragevac, M. Dragoljub Jovanović, chef de la gauche agrarienne, a justifié les raisons qui ont poussé les chefs des partis serbes à proposer la candidature de M. Maček, aux élections. Il était nécessaire, selon lui, de démontrer que les Croates désirent collaborer aux affaires nationales communes et peuvent offrir à l'Etat un travail constructif.

«C'est à nous, les Serbes, de continuer à donner notre appui à Maček qui est décidé de ne chercher en aucun cas le concours des pays qui sont inamicalement disposés envers nous. Il demande la collaboration des Serbes, tout particulièrement des paysans serbes, pour résoudre la question croate.»

L'opposition à Šabac

L'opposition unifiée a tenu à Šabac une conférence politique à laquelle assista M. Grol ancien ministre.

«Le patriotisme des Croates, dit-il, ne doit jamais être mis en doute, en

core que la réaction depuis des années nous a fait grief de n'être pas patriotes, ni eux les Croates, ni nous, les Serbes. Les Croates ont besoin de cet Etat, alors que les colosses germanique et latin sont aux frontières.

Nous sommes des Yougoslaves, poursuit l'ancien ministre, des Yougoslaves par conviction et non parce qu'on nous l'impose. La question du yougoslavisme ne se résout pas par des décrets imposés d'en haut, mais par la volonté populaire.»

Une déclaration de M. Vilder

Une réunion, à Split où devaient prendre la parole plusieurs orateurs de l'opposition unifiée et, notamment, M. Vilder, dut être interrompue en raison du vacarme provoqué dans l'assistance.

La *Politika* a reproduit les déclarations faites par M. Vilder aux journalistes, sur le problème de l'organisation de l'Etat:

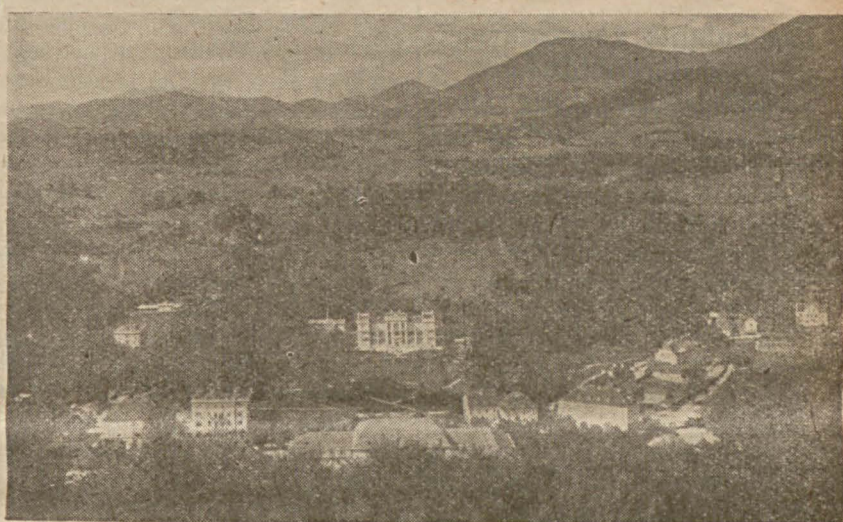
«Ce problème ne fut réglé ni par la résolution de Cortou, ni par la Constitution du Vidov Dan, ni par celle de 1931. Pourquoi? Parce qu'elles furent plus ou moins unilatérales, parce qu'elles ne furent pas le résultat de toutes les composantes. En fait, l'âme collective croate n'était pas satisfaite, et tant que cette satisfaction ne sera pas réalisée, tant qu'on n'aura pas trouvé une solution tenant compte de toutes les composantes, il sera impossible de penser à la solution de toute autre question sociale ou économique.

Toutes les pensées sont maintenant concentrées sur ce problème de l'organisation de l'Etat. Car la coalition paysanne-démocrate détruite et par conséquent l'opposition coalisée détruite elle-même, la question se poserait de savoir si l'on pourrait donner à la question croate sa véritable solution. Il ne s'agit pas seulement de l'action menée avec MM. Davidović et Jovanović, car cela est simplement un moyen, mais si leur collaboration était détruite, on ne pourrait atteindre les résultats cherchés, d'autant que ces hommes politiques représentent certainement 400.000 électeurs en Serbie... Nous sommes sur la bonne voie et en bonne compagnie. C'est avec optimisme et foi dans l'avenir que nous envisageons les luttes futures.»

La dissolution du „Boj”

Le Ban de la Drave a interdit dernièrement l'organisation de combattants dits des *Bojovnici*, qui avait montré une grande activité en Slovanie sous le régime de M. Uzunović; elle avait agi pendant les élections comme parti politique sans aucune autorisation et contrairement à ses statuts.

M. Korosec, ministre de l'Intérieur, a confirmé l'arrêté de dissolution.



Nos stations thermales: Rogaska Slatina en Slovénie.

Les leçons de l'histoire et le complot de 1914

A l'heure où la propagande habsbourgeoise essaie de tromper le monde sur le projet de restauration de l'empire austro-hongrois, rien n'est plus opportun que d'évoquer, en ce mois de juillet, les leçons de 1914.

L'Echo de Belgrade a déjà publié quelques textes documentaires, tirés des pièces diplomatiques ou des livres autrichiens et allemands, qui prouvent la mentalité créatrice de guerre des dirigeants austro-hongrois et démasquent le complot perpétré contre la Serbie.

Lorsque le comte Berchtold, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, eut annoncé au comte Tisza, président du Conseil de Hongrie, «son intention de faire de l'attentat de Sarajevo le prétexte d'un règlement de comptes avec la Serbie» les dirigeants de Vienne, de Budapest et de Berlin étaient bien décidés à user de tous les moyens pour rendre la guerre fatale.

Citons à titre d'exemple le rapport de M. Tschirschky, ambassadeur allemand à Vienne, le 10 juillet sur l'entretien du comte Berchtold avec François-Joseph:

«Les exigences qu'il y avait lieu de formuler vis-à-vis de la Serbie étaient maintenant ici la préoccupation principale et le comte Berchtold dit qu'il serait heureux de savoir ce qu'on en pensait à Berlin... Si les Serbes acceptaient toutes les conditions qu'il avait posées, ce serait une solution qui lui serait très désagréable» et il réfléchissait aux conditions qu'on pourrait poser à la Serbie, pour rendre une acceptation complètement impossible.»

Le même ambassadeur, dans un autre rapport à son gouvernement, prévoyait les conséquences inévitables du complot:

«La note (à la Serbie) est rédigée de façon que son acceptation est pour ainsi dire impossible.»

A la lecture de ce rapport, Guillaume II souligna deux fois le mot impossible.

Le conseiller d'Ambassade d'Allemagne à Vienne, M. W. Stollberg, écrivait de son côté au secrétaire d'Etat, M. von Jagow, en date du 18 juillet:

«Les conditions sont telles qu'il est impossible à un Etat qui conserve encore un peu de fierté et de dignité de les accepter.»

Ainsi, la volonté de guerre à Vienne comme à Berlin était telle que les Empires centraux voulaient déjouer les tentatives de conciliation des puissances de la Triple Entente et rendre impossible toute solution pacifique du conflit. Et ce sont les auteurs responsables du fléau qui veulent aujourd'hui ramener sur le trône un Habsbourg!

is 35 din.
s 30 fr. fr.
Belgrade

bourg

n Autriche
ement aut
indépend
de la res
est défini
seurs.»

porter aux
Stojadinov
le sophis
post. Ses
alliées,
ne ne sau
purement
les Habsb
à aucun
oriques» et
nonyme de
la simple
suffit à
des doutes.

Temps
ur la réso
Entente ni
es de M.
cieux qu'il
vernement
t ainsi son
«La Petite
ourg» par
anger qu'il
écriper en
on qui ne
la faveur
absolument
essentiment
es intéres
l'ordre et
centrale.»

Temps
de l'équi
rait, prise
aire que le
et de la
rale pour
une res-
te que cer
intéressées
la faveur
ux, à ac-
Habsbourg
diplomatie
à mas-
des équi-
refusons à
Vienne et
ore des il-
de la Pe-

conversa-
quent en-
le projet
il importe
qui ne se-
ents. Tour
ixtion se-
elle devait
Autriche
resserment»
dans le cas
des Habsb-
conférence
la résolu-
en janvier
a pas de
clarté dé-
auxquel-
s de Pra-
grade su-
sion à un
nube.

T.

ion

oivrs

es dans ce
de la dy-
qui a tou-
nion avec le

nt la paro-
Protic et
prononça
de nom-
brochant au
Stojadinovic
de liquida-
de démobi-
les. Nous
ander à M.
eur, de se
mme net et

ion

ovic

ant épuisée,
Stojadinov
qui a tenu
le au dis-
Le prési-
e son gou-
pour liqui-
pour démolir,
iller, «Mais
liquidation,
que nous

Yugoslavie